



Face à un afflux record, la santé mentale des requérants inquiète



Des personnes manifestent en janvier 2023 en souvenir d'Alireza, un jeune Afghan qui s'est donné la mort après avoir appris son renvoi de Suisse.

Chloé Dethurens

Les structures d'hébergement et le dispositif de soins sont surchargés. Certains constatent une détérioration de l'état psychique des migrants.

Genève a connu plusieurs suicides de requérants d'asile ces deux dernières années. En janvier, un

jeune interdit de séjour s'ôtait la vie dans les violons de police. Début février, un Iranien attribué au canton prenait en otage les passagers d'un train près d'Yverdon.

Alors que le nombre de personnes suivies dans le dispositif asile atteint des records à Genève (10'000, dont 3338 permis S, en lien avec la guerre en Ukraine), les structures de soins liées à leur santé mentale sont surchargées. Plusieurs intervenants constatent une dégradation de l'état psychique de ces migrants et un

manque de ressources pour celles et ceux qui refusent les soins.

Séquelles qui se cumulent

La détresse des requérants se détecte parfois dès l'arrivée à Genève, lors de l'entretien mené par l'Hospice général. Le passage par un Centre fédéral d'asile, avant l'attribution au canton, a souvent laissé des traces. «Ajouté aux difficultés du voyage, le séjour dans cette structure surchargée peut être parfois traumatisant», constate Mathieu Crettenand, di-



recteur de l'Aide aux migrants. Certains centres manquent notamment de personnel soignant qualifié, relevait une récente étude d'Unisanté.

Une fois sur sol genevois, le soulagement n'est pas toujours immédiat. Dormir à Palexpo, l'une des solutions d'accueil aujourd'hui saturée, n'aide pas. «Nos équipes sociales, renforcées notamment le soir, sont en alerte, indique Mathieu Crettenand. La santé mentale est une préoccupation, les cas inquiétants se sont multipliés. Nous améliorons nos pratiques de détection et de prévention. Nous devons aussi veiller à la santé de nos équipes, à leur capacité de faire face à la détresse des personnes sur la durée.»

Dégradation «frappante»

Les troubles peuvent aussi être diagnostiqués à l'étape suivante: au sein du Programme santé migrants des HUG, par lequel passe tout requérant après son attribution au canton. On constate ici que désormais, 90% des personnes présentent un diagnostic de santé mentale.

Comme partout en Europe, on remarque une prévalence «de plus en plus importante du syndrome post-traumatique», relève la docteure Sophie Durieux-Pailard, responsable de cette unité, qui a dû s'agrandir avec l'afflux de réfugiés ukrainiens, enregistrant 2000 consultations supplémentaires en 2023.

Le dispositif de soutien psychologique des HUG baptisé MEME, dédié notamment aux migrants mineurs non accompagnés, pose aussi un constat préoccupant. Le service a d'ailleurs été renforcé face à l'augmentation des arrivées (75% en douze mois) pour mieux prendre en charge ce public. Or, on voit ici une dégradation «frappante» de leur état de santé mentale. Neuf fois sur dix, un suivi est

proposé après l'évaluation systématique à l'arrivée. Plus de la moitié acceptée d'emblée.

Et les autres? «Cette première rencontre leur permet néanmoins de faire appel à nous après coup, tempère la médecin responsable Noémie Cuissart de Grelle. La détection par des spécialistes est nécessaire: chez certains jeunes, les souffrances psychiques ne se voient pas dans le quotidien. Ils font tout pour donner une bonne image d'eux-mêmes.»

Ceux qui refusent les soins

Certains adultes atteints de troubles refusent aussi de se soigner. Au pôle de psychiatrie transculturelle du Cappel Servette, où le nombre de jeunes gens suivis (âgés de 19 à 24 ans) a augmenté, on estime ainsi que les chiffres des consultations «ne reflètent pas la réalité des besoins, note Natacha Premand, médecin adjointe. Ils ne prennent pas en compte ceux qui ont besoin de soins mais n'en veulent pas. Il manque des ressources pour prendre en charge ces personnes.»

Cette préoccupation est aussi partagée par l'Hospice. «Si elles ne sont pas preneuses de soins,

les personnes souffrant de troubles connaissent une détérioration importante de leur santé mentale dans les mois qui suivent, relève Mathieu Crettenand. Certaines sortent des radars, et finissent parfois par craquer. Or, on ne peut pas les forcer à se soigner. Là aussi, le travail de détection et de prévention à bas seuil à notre niveau est à renforcer.»

Associations débordées

Les mois suivant l'arrivée, trois structures assurent le suivi psychologique des requérants. Elles sont débordées. De quoi s'inquiéter d'une dégradation de l'état des patients.

«Nous n'avons jamais autant demandé d'hospitalisations à la suite d'idées suicidaires que l'an passé, relève Nathalie Diaz Marchand, psychologue à Appartenances-Genève. La précarité sociale augmente, les gens vont plus mal qu'avant.»

Ici, les demandes de consultation ne cessent d'augmenter depuis trois ans. Et l'an passé, le budget pour les traducteurs a explosé. Tout le monde ne peut pas avoir de rendez-vous. «Les demandes reçues au cours de la semaine sont étudiées au colloque hebdomadaire et prises en fonction des disponibilités, poursuit Nathalie Diaz Marchand. Tout le monde est débordé.»

Demandes plus complexes

L'association Pluriels remarque aussi que les demandes de consultation ont augmenté, avec des situations de plus en plus complexes. Il faut attendre quatre mois pour un rendez-vous.

«Cette augmentation peut être due à la situation géopolitique et économique particulièrement anxiogène, relève Katherine Gradassi Fournier, psychologue. Les lieux dédiés à la santé mentale sont saturés à Genève, en particulier ceux destinés aux migrants. Les structures de suivi pour ceux qui n'ont pas d'assurance maladie manquent.»

Car certaines personnes migrantes n'ont aucun statut, et se situent hors de tout radar, rappelle Fabrice Roman, de la Roseraie. D'où la volonté de cette fondation de proposer un soutien psychologique inconditionnel (571 consultations en 2021, 640 en 2022).

De quoi souffrent les requérants? Outre le syndrome post-traumatique, beaucoup présentent des troubles anxieux ou dépressifs. Liés tout d'abord à ce qu'ils ont vécu au pays et pendant



leur parcours. «Les voyages sont plus longs, plus complexes, plus dangereux, le franchissement des frontières encore plus difficile avec des pratiques de «push-backs», analyse Sophie Durieux-Paillard.

Ces migrants affrontent donc la faim, le froid, les violences, parfois la mort. Une fois à Genève, «même les plus jeunes sont parfois physiquement détruits, arrivent dans un corps de personne âgée», confie un travailleur social, rappelant que les Afghans mettent dix-huit mois pour arriver en Suisse.

«Les conditions de vie dans des pays de transit, où ils peuvent être renvoyés, sont terribles, ajoute Raphaël Rey, chargé d'informa-

tion au Centre social protestant. En Croatie, des violences, notamment sexuelles, et des actes de torture sont rapportés par les ONG. Beaucoup de personnes nous confient avoir très peur d'un renvoi dans ces pays lors de nos entretiens. On voit leur santé mentale se dégrader à vue d'œil.»

Avenir incertain

L'incertitude sur l'issue de la procédure d'asile et la durée de celle-ci nuisent effectivement à l'état psychologique des requérants. «Sans stabilité, ils ne peuvent pas se projeter», note Nathalie Diaz Marchand. Au contraire, de nouveaux facteurs de stress peuvent apparaître à l'arrivée. «Les questions de statut, de logement, réactivent le tra-

matisme, relève Noémie Cuissart de Grelle. Certains mineurs non accompagnés s'attendent à retrouver une place d'enfant, c'est rarement le cas.»

Ce mal-être est amplifié par la séparation potentielle avec la famille restée au pays, mais aussi par l'explosion des réseaux sociaux. L'accès en tout temps aux images des conflits fait que beaucoup continuent à vivre la guerre au quotidien, comme s'ils y étaient, relèvent plusieurs spécialistes.



Lire l'éditorial en une:

«Longs voyages et lourdes séquelles»

Manque de coordination entre les États

● Comment mesurer cette dégradation apparente de la santé mentale des requérants? «Nous ne disposons pas d'étude récente qui permette d'objectiver ces constats du terrain», relève Betty Goguikian, maître d'enseignement et de recherche à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université de Genève.

Aucune structure contactée n'a à disposition des chiffres présentant suffisamment de recul. «Ce qui est sûr, c'est que le durcissement des politiques d'asile partout en Europe pousse les passeurs à choisir des routes chaque fois plus longues et dangereuses, ce qui est délétère

pour la santé des requérants d'asile», indique la chercheuse.

Le manque de coordination des politiques migratoires et des conditions d'accueil entre États européens pousse parfois les personnes renvoyées à tenter leur chance dans un autre pays, «ce qui crée de faux espoirs et des prises de risques, car les accords de Dublin ne permettent pas une telle stratégie, relève Betty Goguikian. Elles se retrouvent en situation irrégulière et ne sont plus prises en charge par les autorités locales. Cette errance génère de l'incertitude et de l'anxiété car elle implique la perte des droits sociaux, du logement, des soins médicaux.» **CDS**



Même problématique dans les centres fédéraux

● Déjà lors du séjour des requérants d'asile dans les centres fédéraux, les troubles de certains d'entre eux sont connus. Le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) précise que 453 personnes sont suivies par des spécialistes externes dans le dispositif romand. Une récente étude d'Unisanté relevait d'ailleurs qu'entre une et quatre tentatives de suicide ou d'automutilation ont lieu chaque semaine dans les CFA de Boudry, Vallorbe et Giffers.

Le SEM précise toutefois que le dépistage des troubles psychiques est entravé dans la pratique par la pénurie

de spécialistes, notamment. «Les traumatismes sont souvent latents et ne se manifestent parfois que des semaines, voire des mois après l'arrivée, indique Anne Césard, porte-parole. Par ailleurs, les problèmes psychiques peuvent être stigmatisés et ne sont pas communiqués ouvertement aux professionnels de santé.»

Pour toutes ces raisons, le Secrétariat d'État aux migrations est en train de développer «les interventions psychoéducatives brèves et à bas seuil». Comme partout, la détection est un véritable enjeu. **CDS**